



Association Femmes en Communication



Algérie : Société civile et élection présidentielle

Les engagements et les limites de l'action de la société civile
lors de la présidentielle du 8 avril 2004 vus par la presse écrite

NOTE DE L'EDITEUR

L'association Femmes en Communication existe depuis 1995. Elle milite pour l'expression féminine et tout naturellement pour celle plurielle de la société civile algérienne dont elle fait partie intégrante. A ce titre, elle a voulu observer l'implication du mouvement associatif et citoyen lors de cet événement majeur que fut l'élection présidentielle du 8 avril 2004.

L'implication par l'expression, la mobilisation, la prise de position et la capacité à se faire entendre, voire reconnaître, dans un espace médiatique ne laissant que peu de place à la dialectique du civil et du politique.

Parti de ce postulat, l'association a décidé de réaliser et de publier ce dossier qui s'insère plus globalement dans le cadre d'un projet qu'elle mène avec une organisation non gouvernementale internationale, l'Institut Panos Paris.

Le projet en question s'intitule MEDIA*NES (MEDias et DIAlogues en Algérie * Nouvelles Expressions des Sociétés civiles). Il a pour objectif principal de renforcer au Maghreb, à travers l'expérience de l'Algérie, l'accès et la participation des acteurs de la société civile à une information pluraliste.

L'Institut Panos Paris, partenaire de l'association dans le cadre de cette action, milite pour un appui au pluralisme médiatique dans les pays du Sud.

Mention

Ce document a été élaboré avec l'aide de l'Union européenne en Septembre 2004. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de l'association Femmes en Communication et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne.



Association Femmes en Communication

F.E.C
Maison de la presse
1, Rue Bachir Attar
Tél. : 021.66.36.35
Email : fec95@hotmail.com



Ce document a été élaboré
avec l'appui de
l'Union Européenne.



Des médias pour la pluralité

Institut Panos Paris
10, rue du Mail, F-75002 Paris
Tél. : 33 (0)1 40 41 05 50
Fax : 33 (0)1 40 41 03 30
Email : panos@panosparis.org

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	2
INTRODUCTION	3
I. OBSERVATIONS PREALABLES	4
1. Le choix d'un regard porté à travers la presse écrite	4
2. Les acteurs de la société civile	4
3. Les enseignements post électoraux	5
II. PANORAMA DE CAMPAGNE	6
1. Abdelaziz Bouteflika	6
2. Ali Benflis	6
3. Saïd Sadi	7
4. Louisa Hanoune	7
5. Abdellah Djaballah	8
6. Ali-Fawzi Rebaïne	8
III. UNE ELECTION MOBILISATRICE POUR LA SOCIETE CIVILE	9
1. Les associations de femmes décidées à faire entendre leurs voix	9
2. Le mouvement citoyen de Kabylie : contestation et boycott actif	11
3. L'UGTA : un soutien dans l'ambivalence	12
4. La singularité de l'Alliance des Associations du Centre	14
5. Les associations de victimes du terrorisme : pour un arrêt de la violence sans compromis	15
CONCLUSION	17
ANNEXES	18
1. Article paru dans le Quotidien d'Oran du 21 Avril 2004 <i>Réflexion sur un score électoral contesté</i>	18
2. Chronologie des principaux faits politiques (1990-2004)	20

AVANT-PROPOS

Cette rentrée sociale post électorale donne la possibilité de revenir sur le climat et les résultats d'une élection présidentielle marquée à la fois, par des engagements mitigés et des enseignements certains.

En effet, les trois semaines de campagne, du 18 mars au 5 avril 2004, auront permis aux observateurs de la vie politique algérienne, de constater des déséquilibres patents mais aussi de confirmer des avancées au sein de la société civile.

Pour ce qui est des déséquilibres, il convient de noter, d'une part, l'engouement populaire suscité par un seul candidat, celui incarnant l'autorité de l'État, et d'autre part, le peu de mobilisation autour des candidats démocrates; leurs programmes ayant été jugés décalés et mal exposés. Cette situation a conduit à un désintérêt touchant même leurs électors traditionnels et leurs alliés habituels.

Pour ce qui est de la campagne en elle-même, soulignons tout d'abord qu'elle s'est singularisée par la présence d'une candidate, dirigeante du Parti des Travailleurs, parti se réclamant du trotskisme et au service de la cause des travailleurs. Ensuite, la Kabylie a pu faire entendre la voix de ses mouvements citoyens au-delà de sa région propre. Notons que les militants en faveur de l'abrogation du code de la famille ainsi que les organisations dénonçant la violence et le terrorisme se sont fortement mobilisés, décidés à ne plus servir de faire valoir. Et enfin, l'islamisme politique a concouru dans cette course au pouvoir en souscrivant aux règles de la démocratie et de la République.

C'est pour retracer et analyser tous ces événements portés par les acteurs de la vie sociale et politique du pays et relayés par une presse en effervescence, que ce document a été réalisé. Il serait bon de signaler que la presse semble avoir choisi, au sortir de cette épreuve, de se remettre en question pour mieux jouer à l'avenir son rôle de veille informationnelle et éviter les écueils rencontrés lors de cette campagne.

La publication de ce dossier a été ainsi conçue comme un repère à l'entame de l'année sociale 2004 qui s'ouvre sur l'annonce de plusieurs réformes touchant au statut de la femme, au code de l'information ainsi qu'à plusieurs questions économiques et sociales comme l'emploi et l'éducation.

INTRODUCTION

Le 8 avril 2004, l'Algérie a vécu sa troisième élection présidentielle pluraliste. La première a eu lieu en 1995¹ lorsque quatre candidats à la magistrature suprême mobilisaient, pour la première fois depuis l'indépendance de l'Algérie, l'électorat autour de programmes et de projets différents se revendiquant tous de la rupture et/ou de l'alternance.

Lors de ce premier rendez-vous, datant d'à peine neuf ans, le paysage politique se dessinait déjà autour des trois courants qui deviendront les pierres angulaires de la vie sociale et politique de l'Algérie : l'islamisme modéré, le nationalisme souvent synonyme de conservatisme, et l'option démocratique. Cette dernière défendant inlassablement les mêmes aspirations à la modernité, cristallisées autour de la défense de l'Etat républicain.

Cette première élection voyait la consécration d'un militaire, le général Liamine Zéroual, qui, dans le contexte ambiant de l'époque, avait représenté les grands espoirs de paix et de développement nourris par la population.

Durant son mandat, l'arrêt des violences s'est fait attendre, le retour de l'Algérie dans le concert des nations tardait à se faire et de nombreux scandales venaient entacher la crédibilité de l'équipe dirigeante.

La démission de ce dernier, quatre ans plus tard, précipitera les événements. C'est dans ce contexte que pas moins de sept candidats se retrouveront engagés, en avril 1999, dans ce deuxième rendez-vous avec l'histoire de la jeune démocratie algérienne. Mais à vingt-quatre heures du scrutin, six se retireront, laissant la voie libre vers le pouvoir à un seul candidat.

Abdelaziz Bouteflika, ancien ministre des affaires étrangères des années soixante-dix, deviendra Président de la République après une absence de la scène politique de plus de vingt ans. Les critiques et les contestations n'y changeront rien, Bouteflika sera pour tous, cinq années durant, celui qui aura la lourde tâche de réussir là où son prédécesseur a échoué.

Il est communément admis que le premier mandat du Président Bouteflika fut celui des contradictions tant sur les plans politique qu'économique. Certes des réalisations ont été accomplies, mais les algériens demeurent dans l'attente d'une meilleure redistribution de la richesse et de l'amélioration de leurs conditions de vie.

Compte tenu de ces données, il était acquis pour l'ensemble des observateurs de l'actualité algérienne que les présidentielles avaient représenté au printemps 2004 le rendez-vous électoral majeur au cours duquel il avait été possible d'observer et d'analyser l'état d'engagement des acteurs sociaux et politiques. C'est à la lumière de cette évidence que la conception de ce dossier nous semblait opportune et utile.

¹ Le 15 avril 1995 se déroulait la première élection présidentielle pluraliste en Algérie qui a vu la victoire de Liamine Zéroual, chef de l'Etat en poste et général à la retraite.

I. OBSERVATIONS PREALABLES

Ce dossier a été élaboré par une association algérienne, Femmes en Communication, dans le cadre du projet Media*nes² en partenariat avec l'Institut Panos Paris qui est une organisation non gouvernementale internationale. Ce projet vise à favoriser l'expression de la société civile renforcée par la pluralité médiatique.

1. Le choix d'un regard porté à travers la presse écrite

Ce dossier est un regard porté sur l'état actuel de la société civile algérienne, particulièrement au sortir de la dernière élection présidentielle, ainsi que sur sa capacité à peser sur le cours des événements et à accompagner les décisions majeures sur les plans interne et international.

Afin de conférer une approche méthodologique à ce «regard», ce dossier a été réalisé à partir d'une analyse de contenu de la presse écrite nationale, publique et privée, francophone et arabophone. Cette presse, souvent faiseuse d'opinion, parfois allusive et tendancieuse, demeure la tribune d'expression la plus accessible aux acteurs influents de la société civile et le carrefour d'échange le plus sollicité par le personnel politique algérien.

Il faut préciser, en effet, que les médias lourds nationaux (télévision et radios), respectent rarement les sujétions de service public auxquelles ils sont astreints et sont, de ce fait, peu ouverts aux leaders d'opinions et aux débats contradictoires.

Nos lignes de travail ont été déterminées à partir d'un corpus d'articles (tribunes libres, communiqués officiels, reportages et dossiers de rédaction...) parus dans plusieurs quotidiens. A cette lecture de la presse, s'ajoutent quelques entretiens réalisés avec des membres actifs d'associations qui nous ont éclairés de leurs témoignages.

Aussi, qui dit regard dit observation. Il a fallu observer donc au gré des jours de campagne ainsi qu'avec le recul de ces derniers mois, les acteurs de la société civile qui se sont mobilisés activement lors de cet événement par une présence revendicative, contestataire, parfois stratégique, via les médias.

2. Les acteurs de la société civile

Nous avons retenu les segments de la société civile dont les préoccupations constituent des enjeux capitaux et qui, en période électorale, redoublent de mobilisation et de détermination. Interpellant les candidats sur divers thèmes sociaux, économiques et culturels, ils parviennent tant bien que mal à s'offrir une visibilité dans le champ politique et à prendre à témoin l'opinion publique nationale, voire internationale.

Nous analyserons dans cet ordre d'idée, les positions de l'Union générale des travailleurs algériens, du mouvement citoyen des Archs de Kabylie, des associations militant pour l'abrogation du code de la famille, des associations dénonçant la violence terroriste et de l'Alliance des Associations du Centre (AAC). Le cas de cette dernière s'est révélé fort intéressant du fait de sa composante qui n'est pas sans renvoyer à des franges importantes de l'électorat, assurément celles qui auront permis la réélection spectaculaire du Président Bouteflika. L'AAC a été à l'origine de nombreuses publications et rapports d'activités justifiant largement son positionnement lors de cette campagne.

Par souci de lisibilité, ces analyses seront étayées par des extraits d'articles de la presse nationale. Il va sans dire que ces derniers ont été choisis pour leur caractère illustratif et non en fonction de la ligne éditoriale de la publication concernée.

² Voir note de l'éditeur

Il est utile de signaler que des organisations, dont les préoccupations n'en sont pas moins primordiales pour la société civile, telles les associations culturelles par exemple, ne seront pas évoquées du fait d'un trop faible traitement de leurs activités par les médias.

Enfin, nous renvoyons en annexe à la lecture d'un article publié à l'issue du scrutin par un spécialiste en sociologie électorale. Celui-ci a le mérite d'apporter des éclairages pertinents sur le comportement actuel de l'électorat et sur son rapport au pouvoir politique dans cette Algérie de l'après 8 avril 2004.

3. Les enseignements post électoraux

L'élection présidentielle du 8 avril 2004 a vu la victoire écrasante du Président sortant, Abdelaziz Bouteflika, au terme d'une campagne soutenue et à l'issue d'un scrutin dont la régularité a été cautionnée par l'ensemble des observateurs nationaux et internationaux. Depuis, l'ensemble de l'équipe gouvernementale a été reconduite dans ses fonctions. Signifiant pour l'instant une stabilité se voulant rassurante quant à la continuité des grands chantiers entamés lors du précédent mandat. Stabilité augurant aussi d'une mise en œuvre des promesses électorales et ce, dans un contexte économique plus que favorable dû à la flambée des prix des hydrocarbures. Les quelques changements de responsables politiques sont à la fois évidents et stratégiques ; il s'agit des remplacements du chef d'état major et du Président de l'Assemblée Populaire Nationale.

Dans le même temps nous relevons une espèce de convalescence de l'opposition politique sortie largement éprouvée de cette joute électorale.

Nous observons également, et c'est ce qui nous semble inquiétant, un repli de certains titres de la presse privée échaudée par son manque de clairvoyance mais également traumatisée par les déboires judiciaires de quelques journalistes et directeurs de publications.

La population, quant à elle, semble entrée en léthargie depuis ce 8 avril se montrant très peu concernée par ce qui sera fait du blanc-seing accordé au Président réélu.

Une fois de plus, comme à l'issue de chaque grand rendez-vous électoral, tout se termine dans la démobilisation générale.

Les grands débats de société, récurrents ou nouveaux, ont toujours autant de mal à s'imposer au-delà des scrutins ; un espoir qui s'essouffle du fait du désintérêt des classes moyennes occupées à se débattre dans une précarité menaçante, leurs seules préoccupations manifestes demeurant l'emploi et le logement.

Néanmoins, comme à chaque fois que le corps électoral est sollicité, des avancées sont enregistrées. Que ce soit sur le plan des propositions ou de la contestation. De nombreux faits illustrent l'engagement grandissant de certains secteurs de la société.

Ainsi, lors de la campagne, les mouvements citoyens portés par les Archs de Kabylie ont clairement fait entendre leur dissidence et leur fermeté à faire respecter leur plate forme d'« El Kseur »³. Ce Mouvement refusera de cautionner les dernières élections entraînant une bonne partie de l'électorat de Kabylie dans son appel au boycott.

Fidèle à leurs positions, les associations de femmes militant pour l'abrogation du code de la famille ainsi que les associations de victimes de la violence terroriste ont profité de cette campagne pour se manifester à nouveau, certes dans la limite de leurs moyens, par des revendications claires et précises. Par ailleurs, des alliances d'associations ont pris position pour le Président sortant à l'instar de l'UGTA et de l'Alliance des Associations du Centre (AAC).

Le mouvement islamiste a, quant à lui, dû subir une dilution de ses ressources politiques, enregistrant d'un côté un ralliement du MSP⁴ au Président sortant et d'autre part un positionnement presque suspect des plus radicaux de ce mouvement⁵.

Enfin, les médias ont eu à jouer largement le rôle d'amplificateur de l'ensemble de ces forces et de ces positions.

³ Lors d'un premier conclave tenu en 2001 dans la ville d'El Kseur en Kabylie, les comités de villages décideront à l'unanimité de consigner dans une plate forme leurs revendications politiques, sociales, économiques et identitaires. Elle sera depuis appelée Plate forme d'El Kseur scellée et non négociable.

⁴ Le parti islamiste Mouvement de la Société pour la Paix (MSP), a rejoint une coalition présidentielle pour soutenir la candidature de A.Bouteflika.

⁵ La confirmation du soutien du FIS à la candidature du Président sortant tombera le 24 mars avec la déclaration de Rabah Kebir, un de ses leaders installé en Allemagne.

II. PANORAMA DE CAMPAGNE : DES CANDIDATS ET DES PROGRAMMES

Abdelaziz BOUTEFLIKA

Candidat indépendant en 1999, Abdelaziz Bouteflika le demeurera en se présentant à ce deuxième mandat, montrant ainsi sa volonté de neutralité par rapport aux enjeux partisans.

Confirmant également son désir de proximité du peuple, Bouteflika a su conjuguer la fermeté du verbe au paternalisme. C'est un fait, l'éloquence dans une société se réclamant de l'arabité et de l'islam est une approche toujours payante. Bouteflika est, du haut de ses réalisations et de son bilan, celui qui aura le mieux convaincu les masses en se posant comme le « sauveur » d'une société qui ne saurait trouver le salut ailleurs que dans la voie que lui aura tracée le leader.

C'est ainsi que Abdelaziz Bouteflika, après la *gloire de l'indépendance et une traversée du désert de plus de vingt ans*, a su recouvrer la légitimité durable et nécessaire au plein exercice de son pouvoir.

C'est plus qu'un programme que fera publier son staff de campagne. Un travail d'édition comptant un livret bilingue de 40 pages ainsi que pas moins de deux éditions de son bilan (1999/2004), la deuxième ayant paru après sa réélection et englobant les axes directeurs de son second mandat. Les thèmes proposés dans ce programme sont alléchants et les chiffres éloquentes. Il y est proposé plus d'un million de nouveaux logements, deux millions d'emplois, un soutien à la santé et à la scolarisation pour les faibles revenus et la création de cent mille nouvelles entreprises au moins. Les priorités de défense nationale et le maintien de l'Algérie sur la scène internationale sont au centre des projections arrêtées.

Ce programme-bilan est rédigé comme un discours rassembleur et accessible à tous, offrant de réelles perspectives d'espoir pour les plus convaincus mais laissant dubitatifs les plus pragmatiques. Les sceptiques, eux, y verront de la propagande populiste.

C'est donc ce programme-bilan que le Président sortant martèlera, toute une campagne durant, dans des salles comblées et débordant d'enthousiasme.

Ali BENFLIS

Le parcours de ce candidat, avocat de son état, est jalonné de plusieurs étapes dans la magistrature et l'administration notamment. Il commencera en plaçant en tant qu'avocat inscrit au barreau de sa ville natale à Batna, il sera par la suite successivement, procureur, membre de la ligue des droits de l'homme proche du pouvoir, ministre de la justice sous l'ère Chadli, directeur de campagne de Bouteflika en 1999, chef de cabinet à la présidence, chef de gouvernement et enfin secrétaire général à l'issue du 8ème congrès du FLN.

Mais Ali Benflis, c'est aussi, un chef du gouvernement limogé après deux années d'exercice, un secrétaire général recalé après l'invalidation du congrès qui l'a élu⁶, c'est enfin une campagne faite d'aigreurs et d'attaques incessantes.

Malgré un programme exhaustif sous forme de propositions concrètes intitulé «les 100 engagements du candidat» et rédigé par des experts, l'essentiel de ses discours porteront sur des critiques et des attaques à l'encontre de son principal rival, le Président sortant. Ses nouvelles ambitions ainsi que sa difficile cohabitation de deux ans avec Bouteflika l'obnubilèrent au point d'avoir fait de son désir de vengeance sa seule priorité oubliant au passage un électoralat d'avantage en attente d'un candidat confiant et serein. Ces joutes verbales, par meetings interposés, avaient de quoi amuser les foules, certes, mais dans l'isoloir c'est bien souvent d'autres critères qui conditionnent le choix de l'électeur.

⁶ Le 30 décembre 2003, la justice algérienne invalidera les travaux du 8ème congrès du FLN et gèlera les comptes de ce parti.

Preuve en a été donnée en ce jour de vote le 8 avril 2004. Ali Benflis sera crédité d'à peine 6% des suffrages exprimés.

Saïd SADI

Militant de la démocratie, Saïd Sadi incarne depuis près de vingt ans l'image de la nouvelle génération politique algérienne. Maîtrisant le sens de la formule et du discours, ce psychiatre, déjà candidat en 1995 pour son parti, le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD), connaîtra une progression en dents de scie tant sur le plan des scores réalisés à chaque échéance électorale que sur celui de l'engagement. Sadi est homme à créer l'événement, que ce soit en se portant candidat ou en appelant au boycott. Il est prompt à démontrer avec une dialectique qui lui est propre, en quoi l'islamisme, son ennemi juré, peut être un danger pour la République, au même titre qu'il justifiera que l'islamisme qui abdique devant la République, peut devenir un allié de la démocratie. Tout au long de sa carrière de militant, il n'aura de cesse de critiquer le pouvoir, de l'accuser de toutes les répressions, sans que cela l'empêche de participer au premier gouvernement de l'ère Bouteflika avec deux ministres issus de son parti.

Saïd Sadi est l'homme qui aura employé un nouveau vocabulaire politique nettement plus radical. On lui doit la terminologie de *rupture*, *clochardisation*, *alternance*, *laïcité* et cette formule désormais célèbre et qu'il profère avec délectation quand il déclare que l'Algérie est le seul pays où les citoyens recèlent un niveau de maturité politique supérieur à leurs dirigeants. Sadi se rendra également coupable d'avoir prononcé la phrase de trop lorsqu'il affirma s'être trompé de société.

C'est donc ce personnage, militant des droits de l'homme, de la cause amazigh, soucieux du devenir de la jeunesse et de la culture, qui se présentera comme prétendant « crédible⁷ » à la magistrature suprême.

Son programme tient dans un fascicule de quatre pages, léger mais pas moins fourni en idées. Tout est passé en revue sans propositions

concrètes mais le style est reconnaissable. Il dira de la femme que son émancipation libèrerait un champ de compétences au service du développement de l'Algérie. Il dira aussi de la jeunesse qu'il (lui) faut un véritable plan Marshall afin qu'elle se réalise en dehors d'une économie informelle et du mythe de l'exil quand elle ne sombre pas dans la violence. Il en sera de même pour l'école, la culture, l'environnement ...etc.

Louisa HANOUNE

Militante de la première heure. On lui connaît ses prises de positions en faveur des droits des travailleurs au sein de l'Organisation Socialiste des Travailleurs (OST), organisation clandestine des années 80 et ancêtre de l'actuel Parti des Travailleurs (PT). Elle militera également en faveur des droits des femmes en s'opposant au code de la famille dans le cadre de l'association pour l'égalité devant la loi entre les hommes et les femmes. Avant de connaître une activité légale, elle séjournera en prison à plusieurs reprises et sera déférée devant la Cour de sûreté de l'Etat pour « atteinte à l'autorité de l'Etat et association de malfaiteurs. »

Ses positions depuis le début de la crise des années 90 sont claires : « un dialogue sans exclusive incluant le FIS ». Elle sera signataire à ce sujet de la plate forme de Rome en 1995 aux côtés notamment, du FFS, du FIS, du FLN et d'Ennahda⁸.

En juin 1997, elle est élue députée, avec trois autres militants de son parti. Son cheval de bataille : les droits des travailleurs.

Son programme est d'une qualité rédactionnelle nettement supérieure à celles de ses adversaires. L'engagement y est sincère mais les termes employés y sont alarmistes. *Alerte*, *urgence*, *tourmente*, *déchirement*, *abîme*, *désagrégation* etc. sont donc les termes utilisés pour décrire la situation du pays. En un mot comme en cent, l'heure est grave et il faut sauver l'Algérie et son peuple. Le salut ne viendra que de la démocratie véritable qui, selon Louisa Hanoune, implique des élections à une Assemblée Constituante.

⁷ Son slogan de campagne était : « un président crédible, une Algérie solidaire »

⁸ Le 11 janvier 1995, le PT signera les accords de Rome (à Sant'Egidio) demandant une commission d'enquête internationale sur la situation sécuritaire en Algérie.

Cette candidate se réclame du combat pour la reconnaissance de la composante Amazigh de la société, de la cause des femmes et de l'arrêt des violences. Pour cette femme passionnante et passionnée, les solutions existent et c'est avec le peuple qu'il faut les concrétiser. Ce qu'elle fit durant une campagne admirable. Ce qui lui valut un hommage du vainqueur au lendemain des résultats.

Abdallah DJABALLAH

Djaballah était déjà présent à la présidentielle de 1999. Période durant laquelle il avait subi la disgrâce de son parti qu'il aura lui-même fondé, le parti de la renaissance Ennahda . Il s'en fera chasser comme un intrus provoquant l'indignation de ses fervents partisans. Par ailleurs, beaucoup y voyait un affaiblissement du courant islamiste. Ce qui ne fut pas totalement le cas au regard des résultats obtenus aux législatives de 2002. Son parcours de militant de la cause islamiste passera par toutes les phases. De la clandestinité à la reconnaissance des urnes, en passant par deux suspensions de ses droits civiques pour activité politique illégale dans les années quatre-vingt. Son cheminement sera plus nuancé que ceux d'autres leaders islamistes plus extrémistes. Ce manque de radicalisme lui sera d'ailleurs reproché lors de l'interdiction du FIS en 1992.

La campagne électorale 2004 aura dévoilé la propension nouvelle de Djaballah et de son parti, El-Islah, aux compromis politique et médiatique. Il aura, en deux mois, siégé à plusieurs reprises auprès de leaders démocrates, censés être des ennemis naturels. Signant avec eux des déclarations communes pour prévenir des risques de fraude et allant jusqu'à menacer de rejet des résultats si ces derniers venaient à consacrer le Président sortant. Il aura fait figurer l'officialisation de la langue amazigh dans son programme (en des termes subtils) et aura permis à son épouse de s'exprimer dans les colonnes de journaux privés. La course au pouvoir passe par là et ce leader islamiste l'aura parfaitement compris. Il n'empêche que tous ses efforts n'auront pas suffi à lui rallier l'électorat du parti dissous. Les dirigeants du FIS ont choisi, pour certains la neutralité, pour d'autres le soutien au Président sortant comme la presse algérienne en faisait état le 24 mars 2004.

Ali-Fawzi REBAÏNE

La présence de Rebaïne était inattendue. Chef d'un parti à faible audience, il réussira tout de même à réunir les critères requis par la constitution pour se porter candidat.

«... Arrêtons-nous un instant sur cet homme. S'il ne bénéficie guère d'une audience nationale, il n'est pas tombé du ciel. Il est le fils d'un couple de combattants de renom: Fettouma Ouzguane, et Abderrahmane Rebaïne, ancien coordinateur du comité de coordination et d'exécution du FLN, arrêté en 1957 et torturé à mort. Le candidat lui-même a payé un lourd tribut pour ses combats en faveur des libertés démocratiques et des droits de l'homme. Il fut emprisonné à deux reprises.»

Son programme tient dans un triptyque. Ses engagements sont clairs : doter l'Algérie d'une nouvelle constitution, réformer les institutions de l'Etat et relancer l'économie.

Une de ses propositions les plus frappantes concerne la société civile dont il est question d'autonomiser les associations et les organisations socioprofessionnelles en consacrant leur séparation du champ politique. En d'autres termes, il s'agit pour lui d'assainir la sphère politique en créant un cadre d'expression pour la société civile. Le parti Ahd 54¹⁰ a une faible audience certes, mais le mérite manifeste d'avoir milité plus radicalement que ses adversaires pour la valorisation de l'expression des citoyens notamment dans le cadre associatif.

⁹ In *Chronique d'une élection pas comme les autres* de Hamid Grine.

¹⁰ En arabe ahd signifie à la fois engagement et génération

III. UNE ELECTION MOBILISATRICE POUR LA SOCIETE CIVILE

1. Les associations de femmes décidées à faire entendre leurs voix

Le code de la famille a eu vingt ans cette année. Adopté en 1984 en plein règne du parti unique du FLN, voulu comme une concession aux influents courants conservateurs et islamistes de ce même parti unique. Cette stratégie politicienne, qui devait servir à maintenir la cohésion du pouvoir dans une même confluence d'intérêts, bafoua les droits élémentaires des femmes, les dépossédant de leur statut de personnes et de citoyennes, les jetant en pâture à d'abjectes considérations et les exposant à des dangers sociaux sans précédent.

Depuis, l'indignation des femmes, l'avènement de la démocratie et du multipartisme, les réformes constitutionnelles et les multiples crises n'ont rien changé, et ce code, demeure encore et toujours l'otage des conservateurs et des islamistes. En revanche, il est admis pour tous ceux qui appellent à son abrogation, voire à sa révision éclairée, que cette décision politique signerait définitivement la souscription de l'Algérie à la modernité.

Sous couvert de stabilité et de respect de préceptes religieux, il a souvent été question de réaménagements, de réformes et d'amendements peu significatifs. A l'inverse, les plus déterminés (pour ne pas dire les plus déterminées) réclament, quant à eux (elles), purement et simplement son abrogation et son remplacement par des lois civiles égalitaires.

Ce n'est donc pas sans raisons, si à chaque échéance politique, le positionnement de l'électorat se dessine en fonction des propositions relatives à ce sujet contenues dans les programmes des partis politiques. Il n'en demeure pas moins que l'Algérie continue à se débattre dans ses contradictions, atterrissant les observateurs par ses archaïsmes tout en les épatant par le foisonnement de ses compétences féminines.

Cette élection fut marquée, une première dans le monde arabe, par la présence d'une candidate. La campagne de cette dernière sera qualifiée d'exemplaire par l'ensemble des observateurs.

Cependant, elle n'aura pas bénéficié du soutien direct des associations de femmes.

Le 8 mars, journée internationale de la femme et moins de dix jours avant le début de la campagne, verra une large mobilisation autour du code de la famille. Mobilisation relayée par la presse nationale où les positions des uns et des autres demeurent sans surprise : Abrogation totale pour trois candidats, révision partielle dans le cadre du respect des fondements de l'islam pour le Président sortant et bien entendu, fin de non recevoir pour les islamistes.

A la veille du scrutin, soit le 7 avril, le Rassemblement Algérien des Femmes Démocrates (RAFD) publiait un communiqué attestant de l'inutilité de mobiliser les femmes lors d'une élection de cette importance si leur dignité ne leur est pas rendue définitivement en tant que citoyennes.

Journal : El khabar

Date : 07 avril 2004

Titre : Majeures pour les voix, mineures pour les droits !

Signature : N.R

« Le Rafd a précisé dans un communiqué sa position à la veille de la tenue d'une élection importante "Notre pays se prépare à élire un Président. La campagne électorale nous renvoie les échos de promesses de toutes sortes. Comme d'habitude, les femmes en sont la cible. Quel sort va être réservé au code de la famille qui a survécu, inchangé, à maintes campagnes, promesses et velléités de changement? Peut-on parler d'élections démocratiques lorsque, sorties de l'isolement, les femmes redeviennent les mineures qu'elles n'ont cessé d'être depuis vingt ans. Sans les droits des femmes, sans justice, de quelle démocratie s'agit-il? Puisqu'elles n'ont jamais été entendues par le passé, pourquoi nos voix compteraient-elles aujourd'hui plus qu'hier?

Promettre ou mentir est un exercice qui n'a jamais rien coûté aux pouvoirs successifs en Algérie depuis l'Indépendance. En moins d'une année, commissions et séminaires se sont penchés sur le code de la famille pour une hypothétique révision, sans aucun résultat tangible.

Et pour cause. Combien de fois avons-nous entendu que les droits des femmes n'étaient pas une priorité. Mais ce qui est important aujourd'hui plus qu'hier, c'est de pouvoir tenir leurs voix pour mieux les détourner.

Les droits des femmes peuvent attendre, la priorité étant toujours ailleurs. Un ailleurs qui fait de notre pays le champion du dégoût de vivre pour les jeunes, filles et garçons, qui n'ont qu'une envie : le quitter ou se suicider. Nous n'avons rien à attendre de ce pouvoir. Notre citoyenneté, nous l'avons conquise dans les maquis de la liberté face au colonialisme, dans notre résistance face à l'intégrisme, dans notre vie au quotidien face à toutes les difficultés et les adversités. Nous sommes citoyennes et revendiquons d'être reconnues comme telles par les lois de notre pays. Continuons ensemble d'exiger l'abrogation du code de l'infamie car aucun pouvoir ne nous fera de cadeau" ... »

Cette déclaration donnait largement le ton quant aux attentes des femmes démocrates par rapport à cette échéance électorale. Il est utile de préciser que d'autres associations féminines, l'UNFA¹¹ entre autres, se sont positionnées différemment cautionnant le Président sortant.

A ce propos, voici comment El Moudjahid, le quotidien gouvernemental, revenait sur le bilan et les engagements de Bouteflika par rapport au code de la famille.

Journal : El Moudjahid
Date : 27 mars 2004
Titre : Les femmes au cœur... du scrutin
Signature : Hamida B.

« L'amélioration de la condition féminine en Algérie et l'accès de la gent féminine aux hautes sphères de responsabilité restent les préoccupations majeures exprimées par le mouvement associatif, engagé dans le combat. Depuis son arrivée en 1999 à El-Mouradia, le Président-candidat s'est penché sur ce dossier et a fait de la révision du code de la famille l'objectif premier. La révision du texte en question, afin de le mettre au diapason des aspirations de l'Algérie moderne ancrée dans ses constantes nationales, a été à diverses reprises

évoquée par le Président sortant. Et en tant que candidat à un deuxième mandat, il est resté sur ses engagements. C'est à partir de Médéa que M. Abdelaziz Bouteflika a déclaré : "Il est inconcevable que la femme algérienne bénéficie de ses droits outre-mer et qu'ils ne lui sont pas garantis dans son pays natal". Il invitera à ce titre les oulémas à fournir plus d'efforts en matière d'exégèse en faveur de cette frange qui, de son avis, représente la société entière et non seulement sa moitié. Son appel, le candidat Bouteflika le lancera également aux parents qu'il exhortera à permettre à leurs filles de fréquenter les bancs de l'école, afin de mieux préparer l'Algérie de demain ...»

Six mois plus tard, une première annonce émanant de la commission de réforme du code de la famille fait état de propositions d'amendements. Changements insuffisants aux yeux du collectif « 20 ans Baraket »¹² qui attend, à l'instar du RAFD et de bien d'autres associations, des décisions plus significatives.

Par ailleurs et comme attendu, cette annonce a suscité des réactions d'hostilité de la part du MSP, laissant augurer que toute avancée sur un sujet qui divise tant la société, risquera une fois de plus, de s'accommoder de concessions... comme en 1984.

Journal : Liberté
Date : 26 août 2004
Titre : La controverse
Signature : S.L

« ...Le vice-président du MSP souhaite qu'un traitement similaire soit réservé à la nouvelle version revue et corrigée du code de la famille comme ce fut le cas pour la première mouture datant de 1998. Cette année là, des ateliers chapeautés par le ministère de la solidarité et animés par des représentantes d'associations féminines et des juristes avaient proposé une série d'amendements qui devaient obtenir l'assentiment des parlementaires. Or, aussitôt arrivé à la chambre basse, le projet de loi a trouvé place dans un tiroir pour ne plus en ressortir. Le

¹¹ L'Union Nationale des Femmes algériennes, issue des organisations de masses de l'ex-parti unique FLN, a officiellement soutenu A.Bouteflika.

¹² Vingt ans ça suffit. Ce collectif est un regroupement d'associations installées en France et en Algérie et développant un plaidoyer pour l'abrogation du code de la famille alors qu'il entre dans sa vingtième année d'application. Leurs positions demeurent très critiques à l'égard des réformes proposées par la commission installée par le Président Bouteflika.

forçant des islamistes à largement contribué à son blocage. Aujourd'hui, le mouvement de la société pour la paix (MSP) compte bien user de la même pression afin d'enterrer à jamais tout espoir de changement. "La famille et l'école sont deux questions sur lesquelles nous ne céderons jamais", a juré, hier, Abderazak Mokri, 3e vice-président et chef de fil du courant radical au sein du parti...»

2. Le mouvement citoyen de Kabylie : contestation et boycott actif

Le mouvement des Archs est né spontanément en 2001 à la suite des événements du printemps noir de Kabylie qui ont ensanglanté la région¹³. A sa création, la dénomination de Archs renvoyait à tort à l'image d'une organisation archaïque et tribale confinée en Kabylie. Archs désigne littéralement en arabe le clan. En près de trois ans, ce mouvement citoyen aura apporté la preuve d'une organisation politique mature ayant choisi un mode de fonctionnement difficile mais sûr. Les Archs auront aussi confirmé leurs aspirations républicaines. L'essentiel de leurs discours tient dans une plate forme intitulée *plate forme d'El-kseur* dont le contenu révèle des revendications et des préoccupations nationales partagées par les autres régions du pays.

Cependant, la situation de ce mouvement reste précaire car sa structuration demeure faible et son implantation en dehors de la Kabylie tarde à se faire. Les Archs subissent également les effets d'une forte concurrence qui l'oppose aux deux grandes formations politiques de la région, le Front des Forces Socialistes (FFS) et le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD). La détermination, la continuité du discours et les avancées obtenues lui assurent tout de même, une place indéniable dans le champ politique. Il est évident à présent que la reconnaissance que leur a conféré le dialogue avec le gouvernement a fini de conforter le bien-fondé du contenu de la plate forme d'El Kseur où figure en bonne place la constitutionnalisation de la langue Tamazight comme langue officielle.

¹³ En 2001 la Kabylie se soulevait pour protester contre le meurtre d'un jeune lycéen dans les locaux de la gendarmerie de la commune de Beni Douala. La répression des forces de l'ordre fera plus d'une centaine de morts. Depuis, la Kabylie s'est mise en marge de la vie politique du pays refusant systématiquement de participer à toute élection.

C'est d'ailleurs à l'issue de ce dialogue, volontairement avorté, que les Archs appelleront à un boycott actif¹⁴. Leurs arguments ont été publiés dans un nombre considérable d'articles dès l'ouverture de la campagne électorale.

Journal : La dépêche de Kabylie
Date : 17 mars 2004
Titre : Les Archs en campagne de sensibilisation
Signature : Boualem B.

« L'approche des élections présidentielles a mis en branle le mouvement citoyen, aucun n'effort n'étant ménagé par les délégués pour convaincre la population de bouder ce rendez-vous électoral. Dans le cadre de cette campagne de sensibilisation, le CICB a organisé ce lundi à Tifra un meeting populaire animé par MM Semmar Hannafi, Arezki Mouloud, Khodir Benouaret, Farès Oudjedi, Yazid Mehdi, Mohamed Bedjou et Dahoumen. Devant une foule nombreuse composée essentiellement de jeunes et pendant plus de deux heures, les délégués se sont succédés à la tribune pour haranguer l'assistance et lui signifier l'inutilité de l'échéance électorale prochaine. Les interventions qui sont toutes restées dans le politiquement correct sont axées principalement sur le rejet des élections et le dialogue archs-gouvernement. "...Le principe de rejet des élections est toujours en vigueur, tant que la plate forme d'El Kseur n'est pas satisfaite dans sa totalité ; ceux qui appellent aujourd'hui à voter doivent nous expliquer ce qu'il y a de changé depuis 2001 pour prendre une telle position. Ils se trompent, ceux qui disent qu'en rejetant cette élection, on neutralise le potentiel électoral kabyle, on neutralise plutôt le pouvoir. Si l'électorat kabyle comptait réellement, il y a longtemps que nos souffrances auraient pris fin ; Sous le voile de la hogra qui enveloppe le pays, la Kabylie sera la voix qui dit non ! la bouche qui dit malheur!" clamera Hanafi Semmar sous un tonnerre d'applaudissements...»

Le 19 avril, 8 jours après l'annonce des résultats, le politologue Rachid Grim publiait dans le quotidien El Watan une analyse sur l'action des Archs durant les trois années passées. La pertinence des propos développés par l'auteur nous conduit à en reproduire ci-après quelques extraits.

¹⁴ Après de longues négociations avec le chef du gouvernement au cours desquelles plusieurs points ont été acceptés y compris la révocation d'élus de la région, le dialogue butera sur le point de l'officialisation de la langue Tamazight, le chef du gouvernement affirmant que cela doit se faire par voie référendaire.

Journal : El Watan
Date : 19 et 20 Avril 2004
Titre : Quelles leçons tirer de l'expérience des archs
Signature : Rachid Grim

« ...Quel bilan peut-on faire de trois années d'activité du mouvement des archs ? Concernant la situation dans laquelle se trouve la région, n'importe qui peut observer que la Kabylie est totalement exsangue : les grèves à répétition, les manifestations violentes et souvent destructrices, la répression féroce du pouvoir, l'isolement économique complet d'une région pourtant connue pour le dynamisme de ses entrepreneurs, la fuite d'une partie importante de ces mêmes entrepreneurs vers des contrées plus «pacifiques», le chômage, la malvie, etc. sont quelques unes des caractéristiques de la Kabylie des archs.

...

Mais l'échec le plus flagrant des archs, celui qui risque, à terme, de lui être fatal, est son incapacité à sortir son combat pour la démocratie des limites des wilayas de Kabylie.

...

Seule une «délocalisation» du mouvement citoyen aurait battu en brèche une telle image.

...

Pourtant, mis à part la revendication culturelle qui est propre aux régions berbérophones, la totalité des problèmes politiques, économiques et sociaux posés par le mouvement citoyen, ainsi que les solutions qu'il propose, ont une résonance nationale ; ils concernent l'ensemble de l'Algérie. Le mouvement inscrit très clairement son combat à l'échelle de tout le pays et ce n'est pas le moindre de ses mérites que d'avoir su résister aux sirènes de la division dans laquelle ont essayé de l'entraîner certains. Le mouvement a trop compté sur une espèce d'effet d'entraînement naturel pour réussir sa jonction avec les mouvements du pôle démocratique qui suivaient son combat avec sympathie. Il n'a pas su initier une politique volontariste de rapprochement avec la société civile algérienne, terreau naturel du combat pour la démocratie, et ainsi, aller à la rencontre des autres.

...

Le bilan du mouvement citoyen n'est pourtant pas totalement négatif, loin s'en faut. La part du positif y est très importante. Les archs ont donné un coup de fouet salutaire à la revendication démocratique ; ils ont fait la preuve qu'un mouvement réellement citoyen ne craint ni la répression ni les manœuvres occultes.

Le mouvement a traversé victorieusement l'épreuve de l'élection présidentielle dans laquelle il était partie prenante par une politique de boycott actif...

La réussite de l'opération de «boycott actif» de l'élection n'étant pas une fin en soi, mais la simple preuve de la représentativité et de la crédibilité du mouvement citoyen, quelle suite compte-t-il lui donner ? Le réalisme politique voudrait qu'il pousse plus loin la logique de son combat et qu'il se positionne comme l'élément moteur et unificateur du combat démocratique. Il peut réussir là où, pour des raisons égoïstes de leadership, tous les autres ont échoué. »

3 - L'UGTA : un soutien dans l'ambivalence

L'UGTA est la centrale syndicale par excellence. Héritée d'abord du mouvement révolutionnaire, elle traversera les années du parti unique en tant qu'organisation de masse puis fera son apprentissage de la démocratie avec l'avènement du multipartisme et ce, non sans douleur¹⁵.

L'UGTA est une organisation à la fois verticale et horizontale, avec des commissions, des fédérations, des unions, le tout sur les plans nationaux, régionaux et locaux.

Par deux fois la centrale eut à remanier ses statuts et son objet. Une première fois en 1990, lorsqu'elle décida de rompre toute tutelle avec le parti unique et d'exercer pleinement son action dans l'indépendance. Puis en 2000 avec l'adoption de nouveaux statuts redéfinissant ses attributions, ses prérogatives et son fonctionnement interne.

Son programme est étroitement lié aux intérêts des travailleurs et l'union siège régulièrement en tripartite avec le patronat et le gouvernement. On lui doit notamment la réévaluation du SNMG¹⁶ à 10.000 D.A.

C'est pour toutes ces raisons que l'opinion publique, la société civile et les opérateurs économiques attendent souvent le positionnement de l'UGTA comme un événement révélateur de la tendance majeure du moment.

¹⁵ Son emblématique secrétaire général Abdelhak Benhamouda sera assassiné devant le siège de l'UGTA le 28 janvier 1997.

¹⁶ Salaire national minimum garanti.

Bon nombre d'observateurs se demandent aujourd'hui encore, quelle aurait été l'issue du scrutin si le choix de l'UGTA s'était porté sur un autre candidat que Bouteflika.

Soufflant le chaud et le froid, subissant parfois la pression de sa base, imposant d'autres fois la vision de la direction aux militants, l'UGTA chemine dans cette ambivalence enregistrant acquis et avancées tout en proférant des menaces de grève à chaque rentrée sociale.

Le 4 mars 2004, les « Unes » ne s'y trompent pas, c'est le ralliement de l'UGTA au Président sortant qui fait l'événement. Or, un an plutôt, le lâchage du Président par la centrale avait alimenté toutes les spéculations. En effet, l'UGTA menaçait de mener des grèves dans tous les secteurs pour s'opposer à la politique économique de Bouteflika jugée trop libérale. A rappeler que l'UGTA avait soutenu massivement la première candidature de Bouteflika en 1999...

Journal : El Moudjahid

Date : 4 mars 2004

Titre : Une organisation qui «pèse» 4 millions de travailleurs

Signature : D.K

« ...Avec l'annonce officielle du soutien de l'UGTA, c'est une organisation qui "pèse" 4 millions de travailleurs qui vient enrichir le mouvement qui accompagne et porte la candidature de Abdelaziz Bouteflika à la présidentielle.

La présence de M. Sidi Saïd¹⁷ à la cérémonie d'annonce officielle de la candidature qui s'est déroulée à l'hôtel El-Aurassi, et la chaleureuse accolade entre le numéro un de la centrale syndicale et le Président Bouteflika, avait déjà donné le ton à une position qu'il restait à la CEN (Commission exécutive nationale) de proclamer et de fonder.

...

Fidèle à ses principes et positions, et en conformité avec un choix exprimé il y a cinq ans, l'UGTA s'est donc positionnée, confortée dans son option par le bilan de l'homme d'avril. La centrale de Aïssat Idir¹⁸ se place ainsi dans le camp des bâtis-

¹⁷ La présence de Abdelmajid Sidi Saïd, l'actuel secrétaire général de la centrale syndicale, lors de cette cérémonie avait alimenté toutes les spéculations et déstabilisé les observateurs politiques.

¹⁸ Aïssat Idir est le fondateur de l'UGTA le 24 février 1957. Il sera arrêté et assassiné le 19 juillet 1959.

seurs de l'Algérie moderne, démocratique et de progrès. Un choix auquel ont souscrit des partis représentatifs des principales sensibilités politiques du pays, des organisations nationales, culturelles, professionnelles et corporatistes, des associations, des mouvements de jeunes et d'étudiants, de femmes, mais également artistes, sportifs, et figures nationales.

En d'autres termes, un rassemblement illustratif d'une Algérie réconciliée, tournée vers le progrès et la modernité. »

Un mois après les résultats, l'UGTA renouait avec cette ambivalence qui la caractérise tant. Décidée à aller jusqu'au bout de ses engagements, à accompagner l'entrée de plain-pied de l'Algérie dans une économie libérale, l'UGTA réitère toutefois sa farouche volonté d'être de tous les dialogues et à demeurer le partenaire incontournable veillant à la préservation du capital national. Histoire de dire que puisque le libéralisme se fera...autant qu'il se fasse avec les travailleurs.

Journal : L'Expression

Date : 9 mai 2004

Titre : Privatisation des entreprises, l'UGTA temporise

Signature : Achira Mammeri

« La centrale syndicale est en concertation permanente avec le gouvernement.

Le ministre délégué chargé de la Participation et de la Promotion des investissements, M. Yahia Hamlaoui a donné le ton quant aux intentions du gouvernement par rapport à l'épineux dossier des privatisations. Lors de sa réunion avec les SGP, ce dernier a affirmé que la privatisation est un processus continu pour lequel les autorités algériennes ont marqué leur plus grande disponibilité, puisque tous les secteurs sans exception sont concernés par cette opération. L'engagement du staff d'Ouyahia est ferme. "Nous sommes dans une logique de marché, et il s'agit de s'assumer dans ce cadre-là" a-t-il précisé. Avec cette précision, "la concertation sur ce volet avec l'UGTA, considérée comme partie prenante du pacte national économique et social, sera entamée dès l'adoption du programme du gouvernement".

La centrale syndicale qui a affiché sa préférence pour le président Bouteflika s'est montrée au lendemain de cette déclaration très peu prolix, prudente même et estime, par la voix de son secrétaire national chargé des conflits sociaux, M. Malki pour qui "il est encore trop tôt pour se prononcer sur ce dossier... Nous préférons attendre la présentation du programme du gouvernement devant les deux chambres du parlement".

L'UGTA qui est montée au créneau l'année dernière en menant une grève générale de trois jours, à cause notamment du dossier de privatisation et de l'attitude du gouvernement visant à l'exclure de ce processus, atteste aujourd'hui que le syndicat a toujours appuyé les réformes économiques à condition que soient préservés les emplois des travailleurs ... »

4. La singularité de l'Alliance des Associations du Centre (AAC).

Ainsi que nous le soulignons ci-dessus, Bouteflika est de loin l'homme du consensus à l'algérienne. Ses propos sont percutants, doublés d'une éloquence rarement égalée dans l'histoire politique algérienne.

Dès lors, était-il étonnant d'enregistrer au cours de cette dernière campagne le déferlement des ralliements.

L'AAC (Alliance des Associations du Centre), tout comme l'UGTA, l'UGEL¹⁹ et de bien d'autres organisations (anciens combattants, unions patronales, personnalités de la culture et du mouvement sportif, etc.) ont fait montre d'un dévouement exemplaire de mobilisation et de soutien à la candidature du Président sortant.

L'exemple de l'AAC nous semble intéressant au vu de sa composante, de ses moyens et de son bilan.

Née le 4 mars 2004, à l'initiative de Mme Bouhired Houria, députée et architecte, fille d'un martyr de la révolution, l'AAC a, dès son assemblée constituante, regroupé 600 associations dans une salle pleine à craquer. Etaient présents, entre autres, les présidents de l'association nationale des diabétiques, de l'association nationale des artistes et hommes de l'art, de l'association nationale des

parents d'élèves, de l'association nationale des paysans algériens etc... C'est dire la capacité de mobilisation de cette organisation hétérogène.

Dès ce jour, qui a vu la création officielle de cette alliance, sa principale coordinatrice, en l'occurrence Mme Bouhired, est entrée en campagne relayant le programme du Président Bouteflika.

A titre d'illustration voici un compte rendu paru dans El Moudjahid du 31 mars, d'un meeting tenu dans la ville de Rouiba, ville industrielle meurtrie par le séisme du 21 mai 2003.

Journal : El Moudjahid
Date : 31 mars 2004
Titre : Houria Bouhired anime un meeting à Rouiba
Signature : C.P

« Dans le cadre de la campagne électorale du candidat Abdelaziz Bouteflika, la coordinatrice principale de l'Alliance des associations du centre (AAC), Houria Bouhired a animé hier, un meeting à la salle du 11 Décembre de Rouiba. C'est en présence de représentants des comités de quartiers de Rouiba, des militants de partis de la coalition ainsi que des représentants de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA) que la salle bondée de citoyennes et citoyens de Rouiba a vibré ce mardi sous les applaudissements de "Viva Abdelaziz Bouteflika", Houria Bouhired a invité l'assistance à voter en force le 8 avril en faveur de l'homme de la situation, en l'occurrence Bouteflika afin qu'il puisse poursuivre l'application de son programme électoral, précisant que le vote signifierait la restauration de la confiance du citoyen envers les institutions de son pays et le retour de l'espoir dans le cœur des jeunes chômeurs. Le choix de cet homme n'est pas fortuit. Il est fondé sur les acquis arrachés par notre pays durant son premier mandat, et ce, dans tous les domaines. La coordinatrice principale de l'AAC a dans le même sillage passé en revue le bilan quinquennal de Bouteflika, et surtout ce que le Président a le mieux concrétisé durant son premier mandat, à savoir qu'il a sorti le pays de la décennie noire et rétabli partout la sécurité, a promis et honoré sa promesse de reloger l'ensemble des familles victimes du séisme du 21 mai, devenant ainsi le père de tous les sinistrés... ».

¹⁹ Le 25 mars, l'Union Générale des Etudiants Libres, proche du MSP, appelait, à l'issue d'un meeting regroupant 5000 étudiants, à voter massivement pour A. Bouteflika.

Les soutiens du Président sont à présent dotés d'une organisation officielle qui n'aura de cesse de capitaliser la popularité de ce dernier.

Le 26 août 2004, le ministre de la solidarité annoncent la création de l'Alliance présidentielle du mouvement associatif de la société civile.

Journal : El Moudjahid
Date : 27 août 2004
Titre : Soutien au Président de la République

« Djamel Ould Abbès, "coordonnateur national de l'alliance nationale du mouvement associatif et de la société civile" a installé jeudi à Alger les "coordonnateurs de wilayas" de l'alliance qui a soutenu le Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika lors de la dernière élection présidentielle. A cette occasion, M. Ould Abbès a affirmé que l'alliance qui a pour slogan "Paix, solidarité et réconciliation", compte les représentants du mouvement associatif des 48 wilayas, aura des bureaux dans l'ensemble des wilayas et sera élargie à d'autres associations pour soutenir et concrétiser le programme du Président de la République. »

Six mois après l'élection, la société civile en Algérie demeure confinée dans son perpétuel antagonisme. D'un côté, des opérations de structuration largement soutenues par le pouvoir et de l'autre, des associations qui revendiquent leur autonomie par rapport aux « circuits officiels » et qui, pour certaines, attendent toujours leurs agréments d'un ministère de l'intérieur, étonnamment sourd à leur égard.

La question qui se pose est de savoir si cette situation provoquera la démobilisation par essoufflement ou le renforcement de ces combats par acharnement et obstination ?
Cinq années pour y répondre...

5. Les associations de victimes du terrorisme : pour un arrêt de la violence sans compromis !

Il nous semblait utile de revenir également sur l'engagement de certaines associations ayant pris position contre le projet de concorde civile et son corollaire de lois amnistiantes à l'égard des terroristes. Elles interpellent continuellement les pouvoirs publics, les forces de sécurité et la justice pour que soient jugés et condamnés les auteurs de

crimes terroristes et pour que les victimes de la violence soient indemnisées et réhabilitées dans leurs droits. Ces différentes associations continuaient à faire entendre leurs voix au lendemain de l'élection.

Journal : Le Matin
Date : 13 avril 2004
Titre : Réactions des associations des victimes du terrorisme
« C'est une trahison, on ne pardonnera pas »
Signature : Saïda Azzouz

« Le retour du parti dissous sur la scène politique la veille et au lendemain de l'élection présidentielle de jeudi dernier n'est pas fait pour rassurer les associations des victimes du terrorisme. Toutes, y compris celle qui a soutenu le Président-candidat, ne cachent pas leur inquiétude quant à la concrétisation de la réconciliation nationale, principal axe du programme électoral d'Abdelaziz Bouteflika (...) Inquiétude exprimée au lendemain du communiqué de Rabah Kébir, rendu public, histoire de féliciter le Président pour sa réélection (...) le retour du FIS dissous sur la scène politique est, pour Saïda Benhabylès, coprésidente de la section Algérie de la fédération internationale des victimes du terrorisme, révélateur du projet de société que l'on veut pour l'Algérie. "Je ne perds pas de vue que le retour des islamistes sur la scène politique intervient au moment où en France deux membres des groupes de légitime défense (GLD) sont mis en examen pour crime contre l'humanité et torture. Il y a eu d'abord les généraux, puis les Patriotes, demain ce sera vous, les journalistes, moi et tous ceux qui ont lutté pour la sauvegarde de la République. Tout est remis en cause, la femme que je suis ne peut pas ne pas s'interroger sur la composante de la prochaine Assemblée populaire nationale, dans un espace politique où les islamistes sont partenaires." Un point de vue que partage Chérifa Kheddar, présidente de l'association Djazaïrouna. Son point de vue, elle l'étaye en rappelant le meeting du RND à Blida pour la campagne électorale. "Voir Abdelkader Bensalah, président du Sénat, discourir en présence de l'"émir" Kertali est pour moi significatif de ce qui nous attend." Elle enchaîne pour dire qu'il est faux de dire que les islamistes sont revenus à l'occasion de l'élection présidentielle. Leur retour sur la scène politique remonte à la grâce amnistiante et à la concorde civile "mais aussi le jour où on leur a permis d'aller à l'étranger pour se soigner."

Pour la présidente de Djazaïrouna, les bourreaux reviennent en victimes. S'ils se considèrent victimes de l'Etat et que l'Etat leur reconnait ce statut, qu'on nous le dise. Je suis de ceux qui sont convaincus que la justice est un des droits de l'homme. " (...)

C'est aussi l'avis de Fatma-Zohra Flici, présidente de l'Organisation nationale des victimes du terrorisme, une association qui, pour rappel, a soutenu le Président-candidat. Pour elle, tourner la page ne signifie pas la déchirer. "Si ces gens veulent revenir à la politique, il faut d'abord qu'ils soient jugés. Les veuves et les orphelins ne sont pas prêts à pardonner. Si l'on est d'accord pour la réconciliation nationale, l'organisation refuse de voir les sanguinaires réhabilités." Elle considère qu'elle ne peut anticiper sur les intentions du pouvoir et attend de voir quel sort va être réservé au statut des victimes du terrorisme. Un projet de loi soumis à l'exécutif Ouyahia depuis quelques mois déjà. "S'il ne passe pas, ce sera une trahison." La trahison est perçue autrement par Ali M'barek, président de l'association Somoud, qui rappelle que durant les cinq ans de son précédent mandat, le Président n'a rien fait pour les victimes du terrorisme. " Il a dit qu'il voulait être le Président de tous les Algériens, qu'il le prouve!", lâche notre interlocuteur qui se dit convaincu que le plus dur est à venir...»

Extraits d'une Interview de la présidente de l'association Djazaïrouna, Mme Cherifa Kheddar
Propos recueillis par C.R

« L'association compte 4000 adhérents tous victimes de terrorisme. Elle apporte une aide matérielle et morale à l'ensemble de ses adhérents.

A titre d'exemple, l'association prend en charge des dossiers relevant du statut personnel tel le cas des femmes dont les époux ont fait l'objet d'un enlèvement par les islamistes et qui sont jusqu'à ce jour portés disparus. Ces femmes vis à vis de la loi restent toujours mariées et n'ont aucune autorité parentale sur leurs enfants, vu les dispositions du code de la famille. Nous espérons que les propositions de l'avant projet de révision du code de la famille seront promulguées pour mettre fin à cette situation regrettable.

La politique de la loi sur la concorde civile et du décret portant grâce amnistiante accordés en 1999 et en 2000, a nourri la discorde et amplifié la désolation en disculpant les terroristes islamistes de leurs crimes.

Aucun travail de mémoire n'est entrepris non plus sur l'effroyable guerre menée contre un peuple désarmé dans sa composante et dans sa diversité, pendant toute une décennie macabre...aucun décret d'application n'a consolidé l'augmentation de la pension des victimes du terrorisme consacrée par la loi de finances de l'exercice 2004... »

Des positions radicales qui ne souffrent aucune équivoque. Les mots sont assumés et les désignations claires. Le deuil s'accompagnera assurément d'un travail de mémoire qui sera légué à la postérité. Pas de paix sans justice.

CONCLUSION

L'élection présidentielle du 8 avril 2004 restera l'élection qui aura fait cohabiter des sentiments et des positions contradictoires exprimés dans des débats libres. Mais comme à chaque fois le temps ne laisse flotter que le souffle des avancées inespérées : celles qui redonnent confiance.

Des acquis qui rendent (la) confiance, d'abord et avant tout, à une société civile définitivement décidée à faire aboutir ses attentes et prête à user de toutes les tribunes pour y parvenir ; de l'engagement à la contestation.

Lors de cette campagne, une partie importante de la population a fait le pari de voter de manière massive pour un seul candidat, préférant la continuité à une alternance aux contours trop imprécis. Une autre frange de la société (les 40% d'abstentionnistes) a décidé, quant à elle, de démontrer à travers le renoncement de son droit de vote que la contestation est mature et qu'elle ne saurait s'accommoder plus longtemps du jeu politique du moment.

Par ailleurs, tous les candidats auront eu à méditer les enseignements politiques que l'électorat a su leur adresser à travers son verdict au-delà des joutes et de la fébrilité des discours.

La cause amazigh, le code de la famille, l'évolution de l'islamisme, la place et le rôle de la presse qui ont focalisé le débat de l'ensemble de la société civile et politique tout au long de l'élection, demeurent des questions par rapport auxquelles se mesure la volonté des pouvoirs publics d'engager irréversiblement l'Algérie dans la voie de la démocratisation.

Le code de la famille est à ce jour toujours en débat mais aucune loi ne pourra aliéner la nature profonde de la femme. Le peuple détient aujourd'hui, par la présence d'une candidate, le symbole qui pourrait conforter la citoyenneté pleine et entière des femmes, ce même symbole permettrait la régression possible des archaïsmes.

L'islamisme politique aura, quant à lui, abdicé devant la république, là où neuf ans plus tôt, il en représentait la menace.

Enfin, le combat de la presse indépendante a lui aussi avancé malgré des pratiques partisans.

Gageons que cette presse saura à l'avenir éviter les écueils rencontrés lors de cette campagne et revenir à la pratique d'une expression libre et objective au service de la société.

Cette dernière, aujourd'hui éprouvée, possède encore les ressources pour veiller à ce qu'enfin soit créée de la richesse là où des décennies durant il n'était question que d'en extraire. Pour cela, il lui faudra garder le cap sur son rôle d'acteur à la fois contestataire et participatif.

La rédaction de ce document n'avait au demeurant pas d'autres ambitions que de prendre date en contribuant modestement à servir de rappel lorsqu'il sera à nouveau question d'évaluer l'action des acteurs sociaux et politiques de cette époque.

ANNEXE 1

La simple accumulation de données isolées les unes par rapport aux autres ne représente au fond qu'un aveu de carence sur le plan intellectuel. L'étude des résultats d'un scrutin électoral mènerait à enfoncer des portes ouvertes ou à glisser dans la manipulation politicienne, si elle ne s'efforçait d'ordonner et de systématiser les questions qui, à

travers le prisme d'un savoir formalisé, permettraient l'intelligence des questions envisagées.

Dans les propos qui suivent, nous examinerons la question du score réalisé par le Président candidat, que d'aucuns trouvent étonnamment élevé.

Réflexions sur un score électoral contesté

Nous évaluerons la pertinence de ce score aux plans de la logique argumentaire, de la logique statistique, de la sociologie électorale et de l'histoire comparée.

DU POINT DE VUE DE LA LOGIQUE ARGUMENTAIRE

Le Président candidat obtient 8.651.723 voix, soit 84,99% sur le total des votants. Sa victoire n'est que peu ou prou contestée, c'est l'ampleur du score qu'il réalise, que d'aucuns ne cessent de décrier. Il semblerait, selon les sceptiques, que ce taux soit trop élevé. Testons la consistance de ce «jugement».

Lorsqu'on dit d'un chiffre qu'il est trop élevé, on s'inscrit d'emblée dans une visée comparatiste. En effet, un ratio ne peut être jugé comme élevé que par rapport à un seuil limite de référence. Y a-t-il un seuil limite de référence en matière électorale, une sorte de «norme»? Si oui, à partir de quelles données et par quels procédés statistiques, cette norme quantitative est-elle inférée?

A ce propos, les contestataires ne disent mot. Pourquoi? Tout simplement parce qu'ils ne peuvent s'en tenir qu'à la sage recommandation de Wittgenstein: «Ce qu'on ne peut dire, il faut le taire».

En effet, il n'y a pas de «normes» en matière électorale. Le comportement électoral est une réalité à la fois volatile et versatile. Il procède, invariablement, d'une logique chaotique: il génère souvent des effets dont l'amplitude est sans commune mesure avec la modicité de leurs causes et implique une multitude de variables aléatoires. Les résultats du premier tour de la dernière élection présidentielle en France ont déjoué tous les pronostics. Sondages et experts prédisaient L.Jospin en deuxième position. Il se classera troisième. En d'autres termes, le candidat du PS réalise un score inférieur à celui du Front National. Au second tour, fait inédit en France, Chirac dépasse la barre des 80%. C'est dire qu'en matière électorale, il n'existe aucun «score limite» à l'aune duquel on peut juger de la régularité d'un résultat. Dès lors, le jugement en question est irrecevable du strict point de vue de la logique argumentaire.

DU POINT DE VUE DE LA LOGIQUE STATISTIQUE

A l'issue de l'élection présidentielle de 1995, le candidat Lamine Zeroual a conquis 7.028.118 voix, soit 61,34% des suffrages exprimés. Ses principaux compétiteurs, M. Nahnah et S. Sadi, ont réalisé, respectivement, 25,38% et 9,29% sur l'ensemble des votants. En d'autres termes, l'opposition avait alors enregistré un score de 34,67%. Dans l'élection qui vient de se dérouler, les adversaires du Président candidat (A. Benflis, A. Djaballah et S. Sadi) atteignent difficilement la barre des 10%. Il y a donc environ 25% des voix en déshérence qui vont aller se fixer ailleurs. Si un contingent des voix de S. Sadi va se dissiper dans les brumes de l'abstention et sur A. Benflis, la quasi-totalité des voix du MSP s'est reportée au profit de A. Bouteflika. Si nous additionnons ces voix à celles décrochées par L. Zeroual, nous dépassons la limite des 85%. A l'époque, le MSP ne faisait pas partie de la majorité présidentielle; une quotité substantielle de la mouvance islamiste avait répondu à l'appel du boycott lancé par le GIA, et le RCD avait réalisé le meilleur score électoral de son histoire. En d'autres termes,

dépasser la barre des 80% est un scénario tout à fait plausible. Par ailleurs, au niveau de notre Institut de sondage (IPSOFIM), le score élevé obtenu par le Président ne nous a pas semblé incongru parce que nous avions réalisé trois sondages (mars 2003, juin 2003 et décembre 2003) qui donnaient à voir qu'un tel résultat était fort probable.

Nous n'avons pas rendu publics ces résultats pour la simple raison que les journaux privés et les institutions que nous avons approchés n'étaient pas intéressés. Aussi, pour des raisons déontologiques, nous ne pouvions les rendre publics afin de ne pas interférer dans la joute électorale. Cependant, comme en peut en témoigner le journaliste du quotidien «Liberté», M. Benfodil, je lui ai dit à titre privé/off record, lors de l'entretien qui nous a réunis, que: 1) le taux de participation avoisinera les 60%; 2) il n'y aura pas de second tour, et 3) le Président candidat l'emportera avec une majorité écrasante, 4) le candidat Benflis ne dépassera pas la barre des 8%. J'ai avancé ces pronostics sur la base des résultats de nos trois sondages.

	Mars	Juin	Décembre
A. Bouteflika	66,5%	72%	54,5%
A. Benflis	5,9%	14,6%	2,0%
S. Sadi	3,0%	0,7%	-
L. Hanoune	1,5%	2,5%	-
A. Djaballah	4,5%	4,6%	-

De mars à décembre 2003, A. Bouteflika caracole en tête des sondages, loin devant A. Benflis, son principal challenger. Les autres candidats n'enregistrent que des scores dérisoires. Entre mars et juin, les deux principaux aspirants enregistrent des gains de voix. De juin à décembre, ils en perdent. Ces variations s'expliquent par le contexte. Ce qui est intéressant à relever, c'est qu'en décembre 2003, le taux des indécis a atteint son score record de 36,2%, alors que le taux d'abstention demeure pratiquement inchangé. Pour de multiples raisons, c'est ce bloc des indécis qui basculera massivement dans le camp présidentiel.

A cela, il faut lui adjoindre une grande quotité des voix (12,6%) que perd le candidat Benflis: $14,6\% - 02\% = 12,6\%$. En d'autres termes, une ample portion de ces 48,8% ($36,2\% + 12,6\%$) des voix vont tomber dans l'escarcelle du Président. Ajoutant cette part (environ 30%) aux 54,5% des voix qu'il enregistre en décembre 2003 et nous obtenons un résultat égal à 84,5%. Les péripéties qui ont émaillé la période s'étendant de décembre 2003 à avril 2004 (la crise du FLN, l'engagement de l'ANP de se retirer du jeu électoral, la tournée du Président à travers le territoire national, l'acharnement de certains journaux contre le Président et la campagne électorale) ont profité au candidat Président et sanctionné son concurrent immédiat. Par conséquent, tous nos sondages (portant sur des échantillons représentatifs de l'ensemble de l'électorat national construit selon la méthode des quotas) montrent que le score réalisé par le Président candidat est tout à fait crédible. Ces données quantitatives (vérifiées et vérifiables) disqualifient l'hypothèse d'un bourrage des urnes.

DU POINT DE VUE DE LA SOCIOLOGIQUE ÉLECTORALE

L'analyse sociologique des différents sondages publiés par la presse depuis les débuts de l'expérience pluraliste et des résultats des différents scrutins électoraux, qui se sont succédé depuis, révèlent l'existence de trois blocs électoraux:

► Le bloc A. Il regroupe les strates supérieures («Upper class» et Upper middle class») de la société: les classes possédantes et/ou instruites, les patrons d'industrie et les employeurs agricoles sont l'expression concentrée de ce bloc en cristallisation. Nés à la faveur du tournant économique des années 1980 et de la libération des années 1990-2000, ils trouvent dans l'économie de marché les conditions objectives de leur reproduction élargie. Ce bloc se subdivise en deux sous-ensembles: le sous-ensemble des chefs d'entreprise (le capital national productif) et le sous-ensemble de la bourgeoisie d'affaires (le capital spéculatif). Son poids électoral spécifique est relativement faible, mais son influence est considérable du fait de l'efficacité et de l'étendue de ses réseaux d'intérêts sur la base d'alliances régionales, familiales, clientélistes, etc. A l'exception d'un petit noyau (certains patrons et les professions libérales) qui participe, de façon plus ou moins prononcée et consciente, d'une sous-culture politico-idéologique spécifique, la grande majorité de ce bloc reste confinée dans les limites du «vote utile», expression d'une force politique en gestation qui, à défaut d'un relais/organisation politique propre et autonome, fixe son choix sur le candidat au pouvoir ou du pouvoir.

Les voix de ce bloc se sont massivement fixées sur le Président candidat et faiblement sur Benflis et Sadi. Son choix repose sur l'attente partagée d'un échange de bons procédés.

► Le bloc B. Il s'agit là de ce qu'on appelle, faute de mieux, les couches moyennes et certains segments de la petite bourgeoisie. C'est cet ensemble résiduel, défini souvent par la négative, que les analystes anglosaxons ont rangé à l'intérieur de la «Middle middle class» (petits patrons, cadres supérieurs, commerçants...) et de la «Lower middle class» (boutiquiers, artisans, petits patrons...)

Contours indéterminés, composition hétérogène, aspirations ambiguës et surtout faible conscience collective, c'est un ensemble à la fois flou et mou, contradictoire parce qu'aspiré vers le haut et vers le bas par les grands reclassements par l'argent qui s'opèrent dans notre société.

Aucune autre couche sociale n'est plus violemment secouée par les mouvements de mobilité ascendante (certains cadres, les commerçants, les petits entrepreneurs) ou descendante (les ingénieurs, les cadres, les techniciens, les artisans, les universitaires...) que cet ensemble social. C'est un électoralat composite de type intermédiaire, qui se subdivise en deux sous-ensembles:

► Le sous-ensemble où prédominent les commerçants, les boutiquiers, les enseignants, les employés, qui votent traditionnellement «islamiste» (Hamas au centre et Nahda à l'est) et dont une grande partie a voté Bouteflika.

► Le sous-ensemble où dominent les cadres supérieurs et les étudiants (les catégories sociales à fort capital culturel), qui est partagé entre le vote et l'abstention. En Algérie, le taux d'abstention s'amplifie au fur et à mesure que nous montons dans la hiérarchie sociale et que s'accroît le capital culturel/scolaire. Elle prévaut dans les grandes agglomérations urbaines. Elle est surtout le fait des cadres supérieurs, universitaires et concerne les jeunes (26-30 ans) et les adultes (51-55 ans). Les étudiants votent plus.

C'est dans ce sous-ensemble que A. Benflis et S. Sadi ont recueilli des voix. En d'autres termes, l'abstention les pénalise beaucoup plus que le candidat Président, qui fait le plein des voix chez les étudiants.

► Le bloc C. Ce bloc électoral est, numériquement parlant, le plus important. Il regroupe ce que nous appelons les «couches populaires» (ou «l'Algérie profonde»), qui se déroule des travailleurs manuels (urbains/ruraux, permanents/saisonniers) aux enseignants (primaire, moyen, secondaire), en passant par l'agrégat des employés, les femmes au foyer et toute la masse du sous-prolétariat urbain et rural. Il domine dans les zones rurales (villes de l'intérieur, villages, douars, mechtas, ksour...) et dans les périphéries urbaines. Ce bloc a toujours voté et vote encore massivement pour le candidat au pouvoir ou celui du pouvoir. C'est cet immense ensemble humain, qui a voté pour le FIS en 1990-1991, pour L. Zeroual en 1995, pour le

FLN en 2002 et pour Bouteflika en 2004.

C'est une Algérie traditionnelle, expression d'une ruralité en décomposition (déclin du paysannat) ou d'une «rurbanité» envahissante, tourmentée par une obscure combinaison de conformisme et de résignation: elle se méfie du changement et abhorre les ruptures.

Par ailleurs, enclavée dans les structures sociales communautaires (séculières et religieuses), elle se reproduit sur le registre du «fusionnel», qui n'admet que le «consensus» comme matrice. Dans sa représentation du monde, elle délaye la société dans le soluté de la nation, qu'elle emmaillote, à son tour, dans les langes d'une foi fétichiste.

Ballottée entre l'idéologie patriarcale et un nationalisme à forte charge émotionnelle, elle est obsédée par la quête du «Père». C'est dire que pour rendre compte de l'écrasante victoire du Président, il faut aussi recourir à l'hypothèse freudienne, selon laquelle nombre de motivations profondes des actions humaines procèdent de pulsions latentes, largement inconscientes. C'est cette Algérie - où la prégnance des solidarités traditionnelles tend à canaliser l'expression électorale par le mode de l'unanimité communautaire - qui a voté massivement pour le candidat Président.

En résumé, sur ce plan, le candidat Président est parvenu à mordre, fortement, sur les deux blocs électoraux A et B, surtout à attirer la quasitotalité des électeurs du bloc C. Sa stratégie électorale consistait à subjuguier «l'Algérie profonde» en séduisant les élites traditionnelles, les notabilités locales et les médiateurs culturels, alors que A. Benflis et S. Sadi cherchaient à séduire, en vain, en priorité, la grande masse des électeurs, en privilégiant le relais des «élites modernes» (journalistes, intellectuels, officiers supérieurs), qui n'ont, en dehors de certains segments sociaux minoritaires, aucun impact réel sur les populations. Le Président a ciblé «ceux qui votent», et ils sont majoritaires. Ses concurrents se sont adressés à «ceux qui choisissent», c'est-à-dire la minorité. Toutes ces données, empiriquement vérifiables (la transcendance des cloisons socioculturelles, le vote de nature transclassiste et le poids numérique considérable de «l'Algérie profonde») expliquent le score électoral élevé réalisé par A. Bouteflika.

DU POINT DE VUE DE L'HISTORIE COMPARÉE

Rien n'est plus ruineux pour l'intelligence de nos réalités que l'application irréfléchie des grilles conceptuelles et des catégories efficaces dans le contexte des sociétés occidentales contemporaines. La modernité occidentale, telle que nous la connaissons aujourd'hui, est l'aboutissement d'une lente et longue maturation historique. Qu'on ne s'y méprenne pas, la citoyenneté des démocraties occidentales a pour aïeux le vote grégaire, le clientélisme, l'ascendant naturel des notabilités locales et la soumission aux détenteurs du pouvoir. Ces ingrédients fournissent, du XVIIIème au début du XXème siècles, le premier socle d'une expression politique moderne.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire Tocqueville, qui, à propos des élections du dimanche de Pâques 1848 en France, écrivait: «La population m'avait toujours été bienveillante, mais je la retrouvais cette fois affectueuse, et jamais je ne fus entouré de plus de respect que depuis que l'égalité brutale était affichée sur tous les murs» (in «Souvenirs», Gallimard, Paris, 1978, p.157).

Dans la phase d'initiation à l'acte électoral, le phénomène du vote grégaire ou de la soumission clientéliste est dominant. En Algérie, nous en sommes encore à ce stade historique.

Et pendant longtemps, il faudra encore compter avec cette «Algérie profonde», qui vote d'un coeur unanime en faveur de celui qui a les faveurs de ses médiateurs: le candidat au pouvoir ou celui du pouvoir. C'est une tendance électorale lourde.

En conclusion, l'ensemble de ces faits (vérifiés et vérifiables) disqualifient l'hypothèse d'un «bourrage des urnes» et indiquent que le score réalisé par le candidat Président est tout à fait plausible.

In Quotidien d'Oran 21 Avril 2004

LISS BOUKRA
Docteur d'Etat en Sciences sociales
PDG de l'Institut professionnel de sondage,
de fabrication d'image et de marketing d'Alger

ANNEXE 2

- 12 juin 1990 : Premières élections locales pluralistes
- 26 décembre 1991 : Premier tour des premières élections législatives pluralistes
- 11 janvier 1992 : Démission du Président Chadli Bendjedid
- 12 janvier : Interruption du processus électoral
- 14 janvier : Installation du HCE (Haut Comité d'Etat) présidé par Mohamed Boudiaf
- 4 mars 1992 : Dissolution du FIS
- 29 juin 1992 : Assassinat de Mohamed Boudiaf
- 30 janvier 1994 : Liamine Zeroual est désigné Président de l'Etat
- 13 Janvier 1995 : Signature à Rome de la plate forme de Sant'Egidio
- 16 novembre 1995 : Election de Liamine Zeroual à la magistrature suprême
- 28 novembre 1996 : Adoption par référendum d'une nouvelle Constitution
- 5 juin 1997 : Elections législatives. Le RND remporte la majorité des sièges
- 23 octobre 1997 : Elections locales. Le RND obtient la majorité des communes
- 15 avril 1999 : Election à la magistrature suprême de A.Bouteflika
- 20 juillet 1999: Promulgation de la loi sur la concorde civile
- 16 septembre 1999: Adoption de la loi sur la concorde civile avec 99% de « oui ».
- 18 avril 2001 : Début des événements de Kabylie
- 30 mai 2002 : Elections législatives. Le FLN remporte la majorité des sièges.
- 5 mai 2003 : Limogeage de Ali Benflis de son poste de Chef du gouvernement
- 30 décembre 2003 : Invalidation des travaux du 8ème congrès du FLN
- 19 janvier 2004 : Début du dialogue archs-gouvernement
- 18 mars 2004 : Début de la campagne pour la présidentielle du 8 avril